

Santé Protection Animale et Environnement
44 rue Alexandre Dumas
80094 Amiens Cedex 3
03 22 70 15 74
ddpp@somme.gouv.fr

AMIENS, le 20/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA PISCICULTURE SOHIER

26 rue Georges Deray
80100 ABBEVILLE

Références : DDPP80 2022 03612
LRAR n°1A 175 773 4743 8
Code AIOT : 0005107894

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement SCEA PISCICULTURE SOHIER implanté hameau de Bonnelle 80860 NOYELLES SUR MER. L'inspection a été annoncée le 09/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La SCEA PISCICULTURE SOHIER a été mise en demeure le 20 janvier 2021 de déposer, dans un délai de 6 mois, un dossier de demande d'autorisation environnementale ainsi qu'un dossier relatif au rétablissement de la continuité écologique. L'exploitant a déposé en 2021 une demande d'autorisation environnementale pour obtenir la régularisation administrative de sa pisciculture d'eau douce implantée à NOYELLES SUR MER (80) - 150t/an avec 5 forages pour un volume de prélèvement estimé à environ 3.5 millions de m3 par an, et pour réaliser le rétablissement de la continuité écologique (RCE) au niveau du barrage situé à proximité du site, autrefois utilisé pour l'alimentation de la pisciculture et dont elle dispose d'un droit d'usage. Le dossier d'autorisation environnementale est actuellement en cours d'instruction.

Une rencontre "plan de progrès" a été organisée postérieurement au contrôle avec les différents acteurs autour du dossier de demande d'autorisation environnementale (DREAL, DDTM, DDPP, OFB, CA80, SIALIS, la pisciculture SOHIER et le syndicat des pisciculteurs), portant principalement sur la problématique du prélèvement en eau, de la RCE et des mesures compensatoires associées au projet de régularisation administrative. Les conclusions seront reprises dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA PISCICULTURE SOHIER
- hameau de Bonnelle 80860 NOYELLES SUR MER
- Code AIOT : 0005107894
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture, située sur les parcelles B235, B273, B309, B329, B330 à NOYELLES SUR MER (80860), se compose d'un local éclosion alevinage avec un bassin (alimenté par les forages F1 et F2), un bassin de prégrossissement (alimenté par les forages F3, F4 et F5) et un bassin de grossissement. Ces 5 forages raccordés 8 pompes alimentent en eau le site avant un rejet dans le Dien. Les bassins disposent d'aérateurs de surface. 3 silos permettent le stockage d'aliments concentrés. Les bâtiments présents sur le site abritent 2 groupes électrogènes en cas de défaillance électrique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 1er avril 2008 modifié ;
- respect des dispositions applicables aux forages par les arrêtés du 11 septembre 2003 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Conditions de réalisation et d'équipement	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Conditions de suivi et surveillance des prélèvements - rubrique 1120	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 - point 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Déclaration au titre du code minier	Autre du 01/03/2011, article L411-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9	/	Sans objet
5	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des ouvrages de prélèvement doit être déclaré au titre du code minier et être mis en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003, notamment en terme de protection et de dispositif de mesure en continu des volumes prélevés. La traçabilité autour de ces prélèvements doit être mise en place ainsi que le registre d'élevage conformément aux dispositions applicables. Les produits phytosanitaires (traitement, désinfection) doivent être stockés de manière différenciée selon leur usage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8
Thème(s) : Élevage, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si la pisciculture est alimentée en eau à partir d'un forage en nappe, d'un pompage en cours d'eau ou d'une source le cas échéant, l'ouvrage de raccordement est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour. L'exploitant met en place un compteur d'eau sur la conduite d'alimentation ou dispose d'un système ou d'une méthode d'évaluation des volumes prélevés. L'arrêté d'autorisation fixe les niveaux de prélèvements ainsi que les prescriptions nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de prélèvement. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur d'eau ou issu du système ou de la méthode d'évaluation des volumes prélevés à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ainsi que les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement est tenu à la disposition des services d'inspection compétents. Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines. Sans préjudice des mesures prévues par le code minier, la réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p> <p>Constats : Présence de 5 ouvrages de prélèvements (forage) avec 8 pompes, lesquels ne sont pas autorisés pour des prélèvements par arrêté préfectoral. Aucun des ouvrages n'est équipé de dispositif de disconnexion avec un système de non-retour, ni de compteur. 2 pompes (celle de F2 et celle de F4) possèdent des vannes manuelles.</p> <p>L'exploitant ne dispose d'aucun enregistrement des volumes effectivement prélevés.</p>

Les prélèvements annoncés sont de l'ordre de 400 m³/h pour l'ensemble des ouvrages, soit 3.5 millions de m³ par an. Cependant, les pompes reliés aux ouvrages présentent un débit nominal de 110.53 à 112.74 m³/h soit 7.7 millions de m³ par an.

Une mesure des débits dans le canal de sortie des rejets de la pisciculture vers le Dien (moyenne effectuée à partir de 5 mesures ponctuelles) est effectuée annuellement par le syndicat des pisciculteurs, mettant en évidence un débit moyen de 398 m³/h en octobre 2020 (en étiage) de 541 m³/h en mars 2021 (hors étiage), de 594 m³/h en mars 2022 (hors étiage). Ces mesures de débits mettent donc en évidence des volumes de rejet supérieurs aux volumes annoncés dans le DDAENV de régularisation.

Observations : L'exploitant indique que depuis 2019, une mesure de la hauteur d'eau dans les ouvrages est effectuée (et retranscrite dans un cahier), ce qui permettrait d'estimer le volume de prélèvement à l'aide d'abaques.

Transmission des mesures de hauteur effectuées 1 fois par an entre 2019 et 2021, sans conversion en volumes prélevés.

Aucun enregistrement des volumes prélevés n'est effectué.

Le syndicat des pisciculteurs a proposé la réalisation de mesures de débit "en sortie de canalisation avant entrée dans les bassins de production ", pour estimer ponctuellement et de manière discontinue les prélèvements effectués par les forages, afin de s'assurer du volume effectivement prélevé et faisant l'objet d'une demande d'autorisation de prélèvement.

Les mesures ont été réalisées les 5 et 06 décembre 2022 (transmission le 16 décembre 2022 du rapport émis le 14 décembre 2022), sans précision sur la méthodologie employée pour réaliser les mesures en sortie de chacune des pompes et mettant en évidence des débits de prélèvement de plus de 480 m³/h

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9

Thème(s) : Élevage, Fonctionnement des installations

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les bassins contenant les poissons sont conçus, nettoyés et entretenus de manière à éviter la sédimentation excessive des matières en suspension. Les boues et autres déchets sont récoltés et stockés dans une structure étanche. Lorsque les bassins de l'installation sont conçus et exploités de telle manière qu'ils puissent être vidés, nettoyés et désinfectés, ces opérations ne doivent pas avoir de conséquences nuisibles pour la vie aquatique et le biotope de la rivière. Les ouvrages de stockage des boues sont d'une capacité suffisante, notamment pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours du stockage. Leur implantation, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des boues et évitent tout départ de boues vers le cours d'eau.

Constats : Pas de nuisance constatée lors de l'inspection - les bassins sont correctement entretenus.

Observations : L'exploitant indique que le local éclosion-alevinage est totalement vidangé périodiquement. Les autres bassins sont auto-nettoyants.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.
Constats : Les produits de nettoyage, ainsi que des hydrocarbures (carburant et huile) sont stockés dans des caissons-palettes étanches en plastique, entreposés sur un sol bétonné entre le Dien et le bassin de grossissement. L'un des caissons contient 2 bidons de carburant et deux petits groupes électrogènes. Un autre caisson contient du raticide (pâte brodifacoum), du désherbant (détril mousse et désherbant bio contrôle EAJ), du peroxyde d'hydrogène 35 et du désogérme microchoc, ainsi que des hydrocarbures (huile notamment). Stockage commun des produits de nettoyage et de traitement avec des hydrocarbures. Présence d'un bidon et d'une poubelle en dehors des caissons, contenant du percarbonate. Le stockage de carburant pour les deux grands groupes électrogènes se compose de deux cuves simple paroi muni d'un bac de rétention commun réalisé avec des parpaings. Dimensionnement du bac de rétention non vérifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15
Thème(s) : Élevage, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau. 2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5, 5 et 8, 5. 3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place. 4. L'arrêté d'autorisation fixe les valeurs en concentration à respecter en moyenne sur 24 heures en différentiel amont / aval. 5. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH ₄ ⁺ , NO ₂ ⁻ , PO ₄ ³⁻ et DBO ₅), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en

aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu. Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH_4^+ , NO_2^- , PO_4^{3-} et DBO5 ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :

— MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg / l ;

— NH_4^+ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH_4^+) ne dépasse pas 0,5 mg / l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg / l ;

— NO_2^- : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,3 mg / l ;

— PO_4^{3-} : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg / l ;

— DBO5 (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg / l.

Une augmentation ou une diminution de la distance du point de prélèvement en aval de la pisciculture dans la limite de 300 mètres peut être autorisée par l'arrêté d'autorisation, sous réserve de la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Lorsqu'il existe plusieurs points de rejet, cette distance est calculée à partir du point de rejet situé le plus en aval de la pisciculture.

Constats : Mise à disposition des résultats des analyses effectuées sur la période du 01/01/2020 au 09/11/2022. L'emplacement des points de prélèvements sur le Dien diffère entre les autocontrôles "mensuels" délégués à SKRETTING et les prélèvements annuels effectués par le syndicat des pisciculteurs, et selon les années (campagne annuelle), ne permettant pas de comparatif correct entre les différents types d'analyses (ponctuels/24h).

Les informations recueillies mettent en évidence un prélèvement "amont" effectué en limite aval de la pisciculture (site alimenté par des forages dont 3 en bordure immédiate du Dien) et donc en aval des cônes de rabattement des forages. Le prélèvement "amont" n'est donc pas effectué "à l'entrée" de la pisciculture. Cette localisation est susceptible d'avoir une influence sur le débit initial/réservé du Dien compte tenu des interactions avancées par l'exploitant entre la nappe et le cours d'eau.

point 1 : La température en aval reste stable entre 10 et 12 degrés, température compatible avec la vie aquatique et biologique du cours d'eau. Ce constat est toutefois à nuancer avec l'emplacement aléatoire des différents points de prélèvements amont et aval.

point 2 : pH compris entre 5.5 et 8.5

point 3 : un contrôle ponctuel effectué en 2020 et en 2022 avec un taux de saturation >70%. Le contrôle ponctuel effectué en 2021 met en évidence un taux de saturation de 67% au droit du rejet (107% en aval).

point 4 et 5? : L'arrêté d'autorisation délivré en 1971 ne précise pas de VLE ni les points de rejets et de prélèvements pour la réalisation des analyses (ancienne mouture et antérieur à l'AMPG du 1er avril 2008). Les mesures ne mettent pas en évidence de dépassement des VLE de l'AMPG - Ce constat est toutefois à nuancer avec l'emplacement aléatoire des différents points de prélèvements amont et aval.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18
Thème(s) : Élevage, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.
Constats : Présence d'un congélateur - vide et à l'arrêt au moment du contrôle (arrêt récent car non dégivré). Pas de relevé de température. Absence de traçabilité sur le transfert des cadavres entre les deux piscicultures. Transport non réfrigéré. Les cadavres sont ensuite transportés et traités par la société OPALE ENVIRONNEMENT. Filière de valorisation : méthanisation (unité OCTEVA basée à Calais (62)). Transmission le 16/12/2022 (SOHIER) des conventions 2021 et 2022, des attestations 2020 et 2021 de valorisation de biodéchets, des tonnages et dates d'enlèvement des années 2020, 2021, 2022. Transmission les 19 et 20/12/2022 (GROUPE SECHE) des autorisations et agréments relatifs au transport et à la transformation des cadavres en biogaz
Observations : L'exploitant précise que le congélateur est arrêté lorsqu'il n'y a pas de cadavres à stocker. Le stock sur le site de NOYELLES SUR MER (80) est faible car les cadavres sont évacués régulièrement vers la pisciculture de BEAUVOIR WARANS (62), dans des caisses palettes étanches avec couvercle à température ambiante. Aucune traçabilité n'existe pour le transfert des cadavres entre les deux piscicultures. Le transport de cadavres provenant des deux piscicultures du 80 vers le 62 est susceptible de nécessiter un enregistrement ou un agrément sanitaire. L'exploitant est invité à se rapprocher de la DDPP80 pour les démarches éventuelles à effectuer. Le dépôt de cadavres au sein de la pisciculture du 62 est susceptible d'être classé ICPE. L'exploitant est invité à se rapprocher de la DDPP62 pour les démarches éventuelles à effectuer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 19
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre de dispositions visant à éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence (peintures, plantations, engazonnement...).
Constats : Défaut d'entretien régulier des abords, notamment au niveau des berges, des accès aux forages, de la dérivation vers la frayère et des abords de l'étang (frayère à brochet), ainsi que des haies entourant le site (végétation haute). De la mousse est présente en forte quantité sur les sorties de canalisation des forages F3 et F4. Une pompe hors d'usage est laissée en l'état à côté du forage F5. Des fuites sont observables au niveau du regard d'entrée du forage F5.
Observations : Un passage de débroussailleuse a été effectué avant le contrôle (berge le long du Dien, accès aux forages).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> — le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; — les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ; — les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ; — le cahier d'épandage, le cas échéant. <p>Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.</p> <p>Constats : Mise à disposition de l'état des sorties sur les années 2020 à 2022. Absence d'enregistrement mensuel des stocks de poissons et des quantités d'aliments distribuées. L'absence d'information sur les stocks ne permet pas de vérifier la capacité annuelle de production de la pisciculture ($\text{Capacité de production} = (\text{stock final} - \text{stock initial}) - \text{entrées} + \text{sorties}$).</p> <p>Comparatif entre les plans fournis dans le DDAENV en cours d'instruction et les installations observées sur site : le circuit hydraulique du forage F3 (passage devant l'alevinage) diffère des plans fournis (passage dans l'alevinage). Le stockage de carburant est commun sur le site alors qu'il est séparé sur les plans. Le stockage de produits phytosanitaires est à proximité immédiate des bassins sur site alors qu'il est indiqué comme confiné dans les bâtiments sur les plans.</p> <p>L'ensemble des résultats des analyses réalisées a été fourni sous format excel (autosurveillance) ou pdf (mesure annuelle).</p> <p>Absence d'épandage - sans objet</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées. Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH_4^+) et du paramètre nitrites (NO_2^-). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées. Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet. La fréquence des analyses</p>

par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an. Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.

Constats : L'exploitant a proposé dans son DDAENV le programme d'autosurveillance suivant :

- surveillance des débits prélevés une fois par mois hors période d'étiage et tous les 15 jours en période d'étiage) et une fois par an (cours d'eau et débits prélevés) par le syndicat des pisciculteurs. Cette fréquence n'est actuellement pas respectée par l'exploitant - aucun contrôle des débits prélevés n'est effectué hormis une mesure des débits rejetés 1 fois par an) ;
- contrôle ponctuel des paramètres NH4+, PO43-, NO2-, MES, DBO5 une fois par mois par un prestataire (SKRETTING) et 2 fois par an en mesures 24h par le syndicat des pisciculteurs (étiage et hors étiage).

Concernant les paramètres qualitatifs, la fréquence d'autocontrôle proposée en étiage est insuffisante (1fois/mois au lieu de 2 fois/mois). Les résultats des analyses ponctuelles fournies ne mettent pas en évidence de dépassement du double des VLE fixées par l'article 15 et les résultats des analyses 24h ne mettent pas en évidence de dépassement des VLE fixées par le même article.

Toutefois, les données mises à disposition sur la période 2020-2022 confirment que l'exploitant ne respecte pas d'une part le programme proposé ni les fréquences minimales prévues par l'article 24 (fréquences de contrôle en étiage et hors étiage, nombre de campagnes 24h). En effet, aucune mesure n'est effectuée tous les 15 jours en période d'étiage, et la fréquence mensuelle n'est pas toujours respectée (passage à 2 mois à 3 reprises sur les 3 campagnes vérifiées), et une seule campagne de mesures 24h est réalisée, soit en étiage (2020 et 2021) soit hors étiage (2022).

Une réserve globale sur les résultats est émise compte tenu du point de prélèvement "amont" non effectué à l'entrée de la pisciculture et de l'emplacement du point de prélèvement aval qui diffère selon le type de contrôle et selon les années (autocontrôle ou annuel par un tiers), lequel est toujours réalisé à moins de 100m du point de rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Conditions de réalisation et d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8

Thème(s) : Autre, Forage

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait

isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Lorsque un ou plusieurs des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains réalisés sont conservés pour effectuer un prélèvement d'eau destiné à la consommation humaine, soumis à autorisation au titre des articles R. 1321-6 à R. 1321-10 du code de la santé publique, les prescriptions ci-dessus peuvent être modifiées ou complétées par des prescriptions spécifiques, notamment au regard des règles d'hygiène applicables.

Constats : Présence de 5 forages équipés de 8 pompes électriques.

Aucun des ouvrages ne disposent d'autorisation de prélèvement au titre de la loi sur l'eau (demande de régularisation déposée). Aucune plaque n'est donc apposée sur les ouvrages permettant leur identification.

Les têtes de forages ne sont pas surélevées de 0.5m au dessus du terrain naturel, ne sont pas étanches. Absence de margelle bétonnée pour l'ensemble des forages. Les différentes pompes sont positionnés sur des morceaux de bois. Les forages ne sont pas isolés et sécurisés vis-à-vis du risque d'inondation ou de pollution accidentelle.

Les forages F1 et F2 sont équipées d'une pompe individuelle avec un débit nominal de 110.53 m³/h. Les forages F3, F4 et F5 sont équipés de deux pompes individuelles avec un débit nominal de 110.53 m³/h ou 112.74 m³/h.

Les pompes de 110.53 m³/h datent de 2013, celles de 112.74 m³/h de 2014.

La pompe du forage F1 comporte un grillage non scellé entourant le tuyau descendant dans l'ouvrage protège de l'introduction de matière grossière. 1 muret en parpaing entoure l'ouvrage sur 3 côtés. Le forage se situe à environ 1m du Dien.

La pompe du forage F2 et dispose également d'un grillage non scellé entourant le tuyau descendant dans l'ouvrage. 1 muret en parpaing entoure l'ouvrage sur 3 côtés. Le forage se situe à environ 1m du Dien.

Les 2 pompes du forage F3 sont équipées d'une grille non scellée entourant les tuyaux descendant dans l'ouvrage. Le forage se situe à environ 1m du Dien.

Les 2 pompes du forage F4 comportent un grillage qui a été posé sur les tuyaux descendant dans l'ouvrage. Légère surélévation du tube de sortie de l'ouvrage par rapport au niveau du sol mais inférieure à 50cm.

Les 2 pompes du forage F5 sont posées sur un morceau de bois. Une protection en maille plastique (type protection d'arbuste) a été posée sur les tuyaux descendant dans l'ouvrage. Le forage se situe dans une zone de marais, avec une surverse d'eau observable au droit des pompes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Conditions de suivi et surveillance des prélèvements - rubrique 1120

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 - point 2
Thème(s) : Autre, Prélèvement par pompage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque le prélèvement d'eau est effectué par pompage dans les eaux souterraines ou dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement, un canal ou un plan d'eau alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, l'installation de pompage doit être équipée d'un compteur volumétrique. Ce compteur volumétrique est choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits. Un dispositif de mesure en continu des volumes autre que le compteur volumétrique peut être accepté, dès lors que le pétitionnaire démontre que ce dispositif apporte les mêmes garanties qu'un compteur volumétrique en termes de représentativité, stabilité et précision de la mesure. Ce dispositif doit être infalsifiable et doit également permettre de connaître le volume cumulé du prélèvement.
Constats : Absence de compteur ou de dispositif de mesure en continu des volumes prélevés au niveau des 8 pompes installées sur les 5 forages présents sur le site piscicole
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Déclaration au titre du code minier

Référence réglementaire : Autre du 01/03/2011, article L411-1
Thème(s) : Illégaux, Déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit déposer une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente.
Constats : Le forage F1 est régulièrement déclaré au titre du code minier sous le n° BSS 324X0081 Absence de déclaration au titre du code minier des forages F2, F3, F4, F5.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois